

La France en Syrie : gérer l'après retrait américain

October 14, 2019 /

Publié dans le numéro 58 de la Lettre M.

Le 14 Octobre 2019, la France annonçait des mesures pour assurer la sécurité de ses militaires et personnels civils déployés dans le Nord-est syrien, alors que les troupes américaines confirmaient leur retrait de la zone et que les troupes syriennes y entraient dans le cadre d'un accord avec les Kurdes. Le retrait américain et l'offensive militaire turque redistribuent les cartes en Syrie, à l'avantage du régime syrien, de l'Iran, et de la Russie. Les Français craignent aussi que l'Etat Islamique et d'autres groupes terroristes n'y trouvent leur intérêt également.

Le régime de Damas, que la France a voulu renverser, est toujours en place et bénéficie d'un nouveau sursis qui pourrait finir par lui offrir la voie d'une survie indéfinie. L'axe iranien consolide ses positions au Levant, au Liban comme en Syrie et au-delà. La Russie, dont le Président Vladimir Poutine est en tournée dans le Golfe (Arabie saoudite, Emirats Arabes Unis), ne cesse de récolter les fruits de sa mise particulièrement risquée au départ. La France reste seule en Syrie, sans objectifs stratégiques clairs. Pour elle, les enjeux sont bien en-deçà de ceux pour lesquels se battent les Syriens, les Iraniens, le Hezbollah, les Turcs et les Russes. La présence de ses troupes au sol devient superflue, en plus d'être risquée.

La présence militaire française en Syrie perd de sa consistance, d'autant qu'elle sert à appuyer une politique elle-même incohérente. Certes, la guerre contre l'Etat Islamique au Levant n'est pas totalement achevée et la coalition à laquelle participe la France doit poursuivre encore sa mission. Cela pourrait motiver, sur le plan de la sécurité, le maintien des troupes françaises au sol. Mais dans quelles conditions, maintenant que les militaires français doivent cohabiter de facto avec les soldats du régime syrien ? Le retrait purement et simplement des soldats français déployés sur le sol syrien pourrait s'en suivre, à moins que Paris ne finisse par accepter le nouveau fait accompli militaire et géopolitique au Levant et qu'elle ne décide de s'en accommoder (ne serait-ce que pour finaliser le dossier des djihadistes français).

La révision de sa stratégie syrienne permettrait à la France de prendre la bonne décision. A défaut d'une telle réévaluation, en profondeur, de sa gestion du dossier syrien, Paris risquerait de rester enfermé dans une posture morale devenue caduque dans le contexte présent, et de renouveler ses erreurs passées.

Quelques semaines après l'annonce par le Président Donald Trump de son intention de retirer ses troupes de Syrie, fin 2018, MESP s'interrogeait déjà sur l'avenir de la présence militaire française sur la zone. Dans la *LettreM* [numéro 40](#) et datée du 1^{er} Janvier, MESP se demandait si les forces françaises devraient s'exposer à des risques supplémentaires et rester ou partir « en l'absence surtout de projet politique français en Syrie ».

Avec l'annonce du retrait des forces américaines, les militaires français doivent-ils rester en Syrie ou s'en retirer à leur tour ? Quelle présence militaire française pour quelles missions ?

Quelles missions et quels moyens militaires, économiques, politiques, diplomatiques, pour quel projet et pour quelles ambitions en Syrie ?

En Syrie, la France campe sur ses positions assumées dès le début de la crise en 2011. Sa posture morale peut parfois bloquer le débat sur ce dossier, et altérer la visibilité de l'Exécutif français qui perd l'initiative. Pourtant la crise, déclenchée par une révolte contre Assad réprimée par le sang, s'est aussitôt internationalisée et demeure en constante évolution. Ses enjeux ne cessent de se complexifier et ses répercussions ne cessent de s'étendre, poussant tous les acteurs impliqués en Syrie à réévaluer en permanence leurs positions. Pas la France qui reste focalisée sur deux objectifs : l'un, qu'elle partage avec ses alliés et partenaires, et qui vise à éradiquer Daech, l'autre, qu'elle défend pratiquement seule encore aujourd'hui, et qui vise à poursuivre l'encerclement du régime. Alors qu'elle pourrait accélérer le retour de la Syrie dans la Ligue arabe, en quoi l'offensive militaire turque en cours, qui vient de provoquer le rapprochement entre Damas et les forces kurdes, affectera-t-elle la politique syrienne de la France ?

Menaces sur les intérêts français dans le Nord-est syrien

« L'offensive turque dans le Nord-est syrien est dangereuse. Dangereuse pour la sécurité des Kurdes. Dangereuse car elle est propice à Daech (...). Elle doit cesser (...) ». Cette mise en garde contre la résurgence de l'Etat Islamique à partir du Nord-est syrien émane de Florence Parly, Ministre des Armées, qui rappelle que la France, qui a des soldats déployés sur zone, est engagée depuis cinq ans dans la guerre contre Daech au Levant. 48 heures plus tard, Parly annonçait la décision de Paris de *« suspendre tout projet d'exportation vers la Turquie de matériels de guerre susceptibles d'être employés dans le cadre de cette offensive »* et ce *« dans l'attente de la cessation de l'offensive turque dans le Nord-est syrien ».*

La classe politique française est unanime à dénoncer l'offensive militaire turque contre les Kurdes. L'ancien Premier ministre et candidat malheureux à la Présidence, François Fillon, rappelle pour sa part ses deux règles qu'il faut respecter dans la guerre au totalitarisme islamique : *« on ne trahit pas ses alliés, les Kurdes, et on ne s'aplatit pas devant ses amis, les Américains, qui depuis deux décennies n'ont pas fait preuve d'une grande lucidité au Moyen-Orient ».* Quant à l'ancien Président François Hollande, il estime que *« la France ne peut pas laisser les Kurdes êtres massacrés par les forces turques ».* Pour lui, il y a, au-delà de la question de *« solidarité »* envers les alliés, une question de sécurité : *« c'est notre propre sécurité qui est en cause »* ... Résumant les préoccupations françaises, le Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian juge que l'opération militaire turque lancée unilatéralement le 9 Octobre 2019, *« remet en cause les efforts sécuritaires et humanitaires de la Coalition contre Daech et risque de porter atteinte à la sécurité des Européens ».* Au lendemain de ces déclarations et prises de position, le Président Emmanuel Macron, qui ne dispose que d'une faible marge de manœuvre sur ce dossier *« interne à l'Otan »* en quelque sorte, intervenait à son tour pour condamner en ces termes l'offensive turque (10 Octobre 2019), avant de s'entretenir (11 Octobre 2019) avec le Président Donald Trump sur la nécessité d'amener la Turquie à arrêter son offensive :

« Je condamne avec la plus grande fermeté l'offensive militaire unilatérale qui est en cours en Syrie. J'appelle la Turquie à y mettre un terme le plus rapidement possible. La Turquie fait courir un risque humanitaire à des millions de personnes ».

Le 13 Octobre 2019, après l'annonce de l'envoi par Bachar el-Assad de ses troupes dans le Nord-est, le Président de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, appelait le gouvernement

français à « *aider* » l'Armée syrienne (et les Kurdes) « *à défendre son pays contre l'invasion de l'armée d'Erdogan et de leur supplétif djihadiste* ». Toujours le 13 Octobre 2019, et après s'être concerté avec la Chancelière allemande Angela Merkel qui appelait le Président Erdogan lors d'un entretien téléphonique à « *arrêter immédiatement l'opération militaire* » en Syrie, le Président Macron convoquait une réunion d'urgence de son cabinet de défense pour discuter des évolutions actuelles dans le Nord-est syrien où sont justement déployés des militaires français. Il y a urgence, en effet, puisque les troupes américaines se retirent effectivement de la zone, alors que l'Armée syrienne s'y déploie...

Washington et l'Otan : des paroles fortes...

Accusé d'avoir trahi les alliés kurdes, le Président américain Donald Trump menace « *d'anéantir l'économie* » turque. Il menace Ankara de sanctions mais choisit de les implémenter au compte-gouttes. Pour les uns, il s'agit d'un double langage, pour d'autres il s'agit de respecter ses promesses antérieures de se désengager de la zone. Pour sa part, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker appelle la Turquie à « *cesser l'opération (...)* » qui « *ne donnera pas de résultats* ». Juncker exhorte la Turquie « *à la retenue* », comme d'ailleurs le Secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg qui dit « *compter sur la Turquie pour agir avec retenue et veiller à ce que les progrès que nous avons réalisés dans la lutte contre l'EI ne soient pas compromis* ». Le SG de l'Otan va même jusqu'à victimiser la Turquie, plutôt que de lui rappeler les valeurs fondamentales autour desquelles se retrouvent les Etats membres de l'Alliance atlantique. Dans des déclarations médiatisées par la presse turque (11 Octobre 2019), Stoltenberg affirme qu'« *aucun autre allié de l'Otan n'a souffert autant d'attaques terroristes, ou ne s'est exposé à l'instabilité, à la violence et à la tourmente du Moyen-Orient, ou encore n'accueille autant de réfugiés que la Turquie* »... Même de telles concessions de la bouche du SG de l'Otan ne semblent plus satisfaire la Turquie dont le Ministre des affaires étrangères Mevlüt Cavusoglu dit attendre plutôt une franche « *solidarité* » de l'Alliance atlantique...

Des paroles américaines fortes, mais qui ne font oublier ni ce qui est *perçu* comme étant de « *l'incohérence* » dans la politique américaine au Moyen-Orient ces dernières années ni ce qui est considéré comme une « *trahison* » des Kurdes par l'administration Trump ; et des positions européennes et de l'Otan pour le moins faibles et qui trahissent un certain degré d'impuissance à l'égard de la Turquie, voisine encombrante de l'UE et membre indiscipliné de l'Otan (dont plusieurs membres ont déjà annoncé la suspension de leurs exportations d'armes vers la Turquie : l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, la Norvège). A se demander d'ailleurs s'il fallait plus que ce nouvel épisode turco-syrien pour légitimer les interrogations sur les fondements de l'alliance turco-américaine, ou sur la présence même de la Turquie au sein de l'Otan dont elle ne partage à l'évidence pas les valeurs, ou encore sur les risques d'une adhésion, très hypothétique, d'Ankara à l'UE...

Les partenaires arabes de la France tentés par une ouverture sur Damas

Les alliés et partenaires arabes de la France condamnent eux aussi l'offensive turque. Les Emirats Arabes Unis appellent à la « *solidarité fraternelle* » avec la Syrie. Son Ministre d'Etat aux Affaires étrangères Anouar Gargash insiste sur la « *violation de la souveraineté* » de ce pays arabe « *dont l'unité est désormais menacée* ». L'Arabie saoudite, qui est invitée par des pays arabes (dont les EAU et l'Egypte) et par des partenaires internationaux (dont la Russie), à appuyer le retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe, a condamné « *l'agression turque* » et mis en garde contre ses « *conséquences négatives sur les efforts internationaux pour combattre*

Daech ». Quant à l’Egypte, autre rival arabe de la Turquie, sa condamnation de « *cette mesure qui représente une agression flagrante et inacceptable contre la souveraineté d’un Etat arabe frère* » est des plus virulentes. Pour sa part, le Qatar, toujours en délicatesse avec ses voisins arabes, choisit de danser sur une corde raide, son Emir Tamim Ben Hamad Al Thani ayant pris l’initiative de s’entretenir le 9 octobre 2019 avec son allié le Président turc Recep Tayyep Erdogan, alors que le monde condamnait l’opération militaire turque, pour « *passer en revue les relations stratégiques* » entre les deux pays selon l’agence de presse officielle *QNA*. Le Qatar, qui cultive, et agressivement, ses différences avec le camp saoudo-émirati, s’isole pratiquement en ne condamnant pas l’offensive turque contre les Kurdes et la Syrie. Même l’Iran, qui a de bons rapports aujourd’hui avec la Turquie, a condamné l’initiative turque, pour ce qu’elle constitue comme menace pour les intérêts iraniens en Syrie. Ce serait d’ailleurs l’alliance entre Téhéran et Damas qui aurait motivé l’appel lancé par le Liban lors de la réunion des Ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe le 12 octobre 2019 au Caire en faveur de la réintégration de la Syrie dans la communauté arabe, une idée défendue par d’autres pays également mais qui est loin encore, officiellement, de faire l’unanimité.

Dans le discours de la France, qui a saisi le Conseil de sécurité de l’Onu, l’offensive militaire turque est une question de trahison, celle des alliés Kurdes, et une question de sécurité, celle des Européens avec la résurgence redoutée de *Daech*. Pour ses alliés arabes, l’Arabie saoudite, les EAU et l’Egypte, c’est une question de menace sur les équilibres géopolitiques que provoque une Turquie trop gourmande et agressive en direction du monde arabo-sunnite et que même les Etats-Unis et l’Otan ne parviennent plus à contenir.

Pour les Arabes, qui ont exclu Damas de la Ligue arabe en 2011, c’est donc la question de la souveraineté de la Syrie, violée par la Turquie et par l’Iran, qui les mobilise surtout, ainsi que le risque d’une nouvelle mobilisation des groupes djihadistes par Ankara (et éventuellement Doha) contre leurs propres intérêts. Contre l’influence turque et l’influence iranienne en Syrie et au Levant constitue l’objectif stratégique premier pour les Etats arabes et pour l’axe saoudo-émirato-égyptien. Bien présente dans la rhétorique française, la défense des Kurdes que les Arabes méprisent et redoutent, n’est pour ces derniers qu’une question secondaire. C’est aussi le cas pour ce qui est du principe du maintien au pouvoir de Bachar el-Assad, une question qui reste problématique pour la France et que ses alliés arabes ont su surmonter. Pour Riyad, Abou Dhabi et Le Caire, contre l’offensive turque en terres arabes passe aujourd’hui par la défense de l’intégrité territoriale syrienne faute de pouvoir ou de vouloir défendre les Kurdes face aux Turcs, des Kurdes qu’aucune partie régionale n’a jamais véritablement soutenus. Cela explique aussi la tolérance nouvelle de ces pays à l’égard de l’idée du maintien d’Assad au pouvoir et de sa réinsertion dans le monde arabe nécessaire pour contre l’influence iranienne. Un programme qu’ils partagent donc en partie seulement avec les Français dont ils apprécient la loyauté envers des alliés, les Kurdes, lâchés par Washington et par l’Otan, et dont ils apprécient également l’engagement à neutraliser définitivement *Daech*.

Débat passionnel en France, des actes mesurés sur le terrain

En France, le débat sur les Kurdes est un débat passionnel. Il en ressort comme une unanimité au sein de la classe politique autour de l’idée de les protéger face à leurs agresseurs turcs et arabes. Les Français y adhèrent dans leur ensemble. Plus pragmatique, et malgré son indéniable posture morale sur ce dossier, l’Exécutif vise une série d’objectifs à travers son opposition à l’offensive turque contre les Kurdes dans le Nord-est syrien, parmi lesquels :

- Eviter de perdre de précieux, voire d’indispensables alliés contre *Daech*.

- Empêcher la récupération des Kurdes par le régime de Damas et le retour d'Assad sur cette zone où sont d'ailleurs déployées les unités militaires françaises.
- Couper court aux ambitions turques au Levant et à une installation durable de l'influence turque dans cette partie du monde arabe.
- Eviter une nouvelle crise humanitaire qui se traduirait par de nouveaux flux migratoires en direction de l'Europe.

Le Président Emmanuel Macron tente de mobiliser ses alliés et partenaires pour freiner l'offensive turque : concertations avec le Président Donald Trump, au Conseil de sécurité de l'ONU, au sein de l'UE, avec des pays arabes. **Contrairement aux principaux acteurs impliqués dans ce conflit, entendre les acteurs régionaux (Téhéran, Damas, Hezbollah) et la Russie principalement, la France n'a pas d'objectifs stratégiques clairs en Syrie. C'est le talon d'Achille de la politique syrienne de la France depuis le début de la crise en 2011, et bien avant aussi.**

Washington décide de se retirer de la zone, et donne le signal de départ d'une compétition sans merci entre les candidats à sa succession. Ses alliés et protégés kurdes paient le prix de ce désengagement annoncé et programmé, et qui risque de profiter aux Iraniens et à l'axe qu'ils incarnent au Levant, au régime syrien, à la Russie, à la Turquie et à l'Etat Islamique. La nouvelle donne pourrait profiter aussi aux Arabes, ceux qui sont désormais tentés d'encourager la réhabilitation d'Assad, et ceux qui s'y opposent encore aujourd'hui. Le Qatar, qui se désolidarise du camp saoudo-émirato-égyptien en adhérant aux projets turcs en Syrie (le Qatar et la Somalie n'ont pas condamné l'offensive turque lors de la réunion de la Ligue arabe), espère profiter de cette nouvelle aventure turque pour renforcer son influence au Levant. Riyad, Abou Dhabi, Le Caire (qui tente une médiation entre les Forces Démocratiques Syriennes et Assad, parallèlement à celle menée par les Russes et qui a permis le déploiement de troupes syriennes sur le terrain) espèrent revenir au Levant, pour y freiner l'avancée de la Turquie et empêcher le contrôle durable de la Syrie et du Liban par l'Iran. Contrer l'influence iranienne au Levant et briser « l'arc chiite » sont un objectif constant pour le camp arabe qui cherchait à l'atteindre depuis 2011 en renversant le régime alaouite d'Assad et en affaiblissant le Hezbollah au Liban. Paradoxalement, en 2019, cela passerait pour eux par la réhabilitation d'Assad et la sauvegarde de l'intégrité territoriale de la Syrie... Le Liban et l'Irak les y encouragent d'ailleurs fortement...

Cohabitation entre militaires français et syriens ? Ou retrait français ?

A l'annonce de la décision de Trump de se retirer de Syrie, les unités des Forces spéciales françaises, dont l'une des missions immédiates est de traquer les djihadistes francophones, partageaient déjà ce terrain miné avec :

- *un Etat Islamique affaibli mais toujours combatif,*
- *un régime syrien enhardi et convaincu de sa capacité à restaurer son autorité sur l'ensemble du territoire national,*
- *une Armée Libre de Syrie récupérée par les Turcs et hostile désormais ouvertement à la présence française,*
- *une Turquie menaçante à leur égard, des Iraniens et leurs milices affiliées remontés par une impression d'invincibilité malgré les pressions israéliennes grandissantes,*
- *une Russie qui bénéficie d'une position dominante quasi-monopolistique dans le jeu syrien,*

- *des Kurdes tiraillés entre leur volonté de s'affranchir de Damas et leur besoin de protection face à la Turquie. (LettreM, N°40, 1^{er} Janvier 2019).*

Lors de cette annonce, le Président Trump donnait des garanties que le retrait ne se ferait qu'après s'être assuré que l'Etat Islamique est « définitivement détruit », que « l'Iran ne remplirait pas le vide » laissé, et que « nos alliés kurdes sont protégés »...

Cela aurait pu changer la donne aujourd'hui...Mais, avec le retrait effectif des troupes américaines, et l'accord conclu entre les Kurdes et Damas, les soldats français sont isolés plus que jamais sur le terrain. **Cohabiter avec l'Armée syrienne est-elle une option pour Paris ?**

Comment réagirait la France si ses partenaires arabes les plus proches, Riyad, Abou Dhabi et Le Caire, choisissent, dans le contexte actuel, de réhabiliter Assad politiquement, maintenant que l'Armée syrienne cohabite sur le terrain avec les FDS ? Comment s'organiserait éventuellement la cohabitation dans le Nord-est syrien entre l'Armée de Bachar el-Assad et les unités françaises déployées sur place ? **Quel courant l'emporterait à Paris : le courant pragmatique ou le courant adepte de la posture morale la plus intransigeante ? La France va-t-elle finalement choisir d'emboîter le pas aux Etats-Unis et de retirer, à son tour, ses soldats de Syrie ?**